

original an : 338  
 kopie an : 166 158 148 152 162 164 177 250 262  
 266 268 344 345 mj hh jd bh bre  
 kopie nach kenntnisnahme vertraulich vernichten

paris 22.5.1978 1134

192 hhhhh

~~r.p. no 25 / zi~~

L'intervention française au zaire

entretien avec le secrétaire général du quai d'orsay (x)

1. s'exprimant avec son ouverture d'esprit habituelle, x ne cherche pas à dissimuler que les objectifs de la France au zaire sont "ambivalents". il serait certes tout à fait injuste de sous-estimer les raisons proprement humanitaires qui ont justifié et plus encore précipité l'envoi de commandos au shaba : les exactions commises par les rebelles sur les européens en ont a posteriori tragiquement démontré l'urgence. il serait cependant "hypocrite" (x dixit) de nier les motivations politiques de l'entreprise militaire décidée par Paris. il faut, pour saisir sa signification profonde, replacer cette intervention non pas seulement dans le cadre zairois, mais dans son contexte africain global. à cet égard, l'opération de Kolwezi peut être rapprochée, mutatis mutandis, de celles entreprises au Tchad ou en Mauritanie. ce qui importe dans chaque cas, c'est d'assurer les dirigeants africains modernes, tels que Houphouët Boigny et Senghor par exemple, qu'ils ne seront pas abandonnés face à ce qu'eux-mêmes considèrent les tout premiers comme des cas d'agression.

2. Le malheur, poursuit x, c'est que Mobutu ne soit pas Senghor, que son régime soit entaché de corruption généralisée et réellement contexte de l'intérieur. cela amène x à préciser comme suit la "doctrine" de la politique française en Afrique : "ce sont moins les régimes établis que nous défendons que l'intégrité territoriale des états concernés, surtout quand cette dernière est menacée, directement ou indirectement, par des puissances étrangères au continent noir".

e. 2 8 3 8

22.5.1978

17.15

-tct-





3. c'est précisément l'attitude adoptée envers le régime de Kinshasa qui est un des éléments du différend franco-belge qui s'est greffé sur l'affaire du Shaba. à entendre x, les Belges auraient d'ores et déjà passé Mobutu par le compte des profits et pertes et, même, ne seraient pas réfractaires à l'idée d'une sécession katangaise. même s'ils ont entre-temps viré à gauche, les ex-gendarmes katangais (ou leurs descendants) poursuivent la même politique que Moïse Tschombe qui, en 1960, avait trouvé de nombreux appuis à Bruxelles. à cela s'ajoute que la prise du pouvoir au Shaba par le F.L.N.C. pourrait faciliter aux yeux de certains milieux industriels belges le réacheminement du minerai via l'Angola. cette hypothèse se trouve corroborée par l'impression qui prévaut à Kinshasa que les milieux en question auraient noué des contacts avec les rebelles de Shaba.

4. mais, si Paris suspecte ainsi Bruxelles d'être prêt à sacrifier l'intégrité zairoise ou, plus exactement, à s'accommoder d'une sécession katangaise, les milieux belges de leur côté soupçonnent leurs homologues français de chercher en réalité à s'implanter au Shaba à leurs dépens. c'est, selon x, une vieille querelle qui remonte à l'époque où le roi Léopold II avait réussi à se tailler l'empire congolais sous les regards ombrageux des puissances coloniales déjà installées dans les territoires circonvoisins.

5. sur les suites prochaines de l'opération française à Kolwezi, x se montre circonspect :

a) le gouvernement belge, notamment pour les raisons ci-dessus énoncées, a donné à l'action de ses troupes un caractère strictement humanitaire, à savoir le rapatriement de ses nationaux, le cas échéant d'autres blancs. il s'agit-là d'une opération ponctuelle, strictement limitée dans le temps comme dans son objet.,

b) aux commandos français le président de la République a assigné un objectif plus vaste, plus difficile à circonscrire et probablement de réalisation moins immédiate : le rétablissement de la sécurité à Kolwezi, ce qui peut signifier le maintien de l'ordre



- 3 -

jusqu'au retablissement du pouvoir legal, donc de l'autorite du president mobutu. dans cette perspective, x ne peut exclure a priori le risque que les troupes francaises soient prises dans l'engrenage d'un processus de guerre civile.,

c) ce risque pourrait etre attenué si les troupes zairoises - qui s'etaient en grande partie debandees des l'attaque des rebelles - pouvaient etre rapidement encadrees et renforcees par des contingents africains, comme le projet en a ete forme a dakar.

6. il est encore trop tot pour mesurer l'impact des evenements de kolwezi sur le plan interieur francais. une chose parait d'ores et deja acquise, c'est que la decision du gouvernement d'envoyer des parachutistes au shaba a trouve, dans de larges secteurs de l'opinion, sa justification dans l'annonce des massacres qui eurent lieu a kolwezi et qui furent, comme le soulignent l'ensemble des correspondants de presse, perpetres des avant l'envoi des commandos.

ziegler

ambasuisse